

## PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION  
DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES  
service environnement

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM)

Usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés  
située 33, boulevard de l'Ariane, à Nice

Arrêté préfectoral complémentaire

N° 16453

-----

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre Ier, titre VIII, en particulier les articles R.181-45 et R.181-46 ainsi que livre V, titre Ier, notamment l'article L.511-1 ;

VU le règlement 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13804 du 4 juillet 2011 autorisant la SONITHERM à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères et d'autres déchets non dangereux assimilés située 33 boulevard de l'Ariane, à Nice ;

VU le courriel du 4 août 2020 de l'exploitant sollicitant une autorisation temporaire d'incinération d'ordures ménagères résiduelles (OMR) en provenance de l'usine de valorisation énergétique de Monaco ;

VU les éléments d'information apportés par les services monégasques par courriel du 1<sup>er</sup> août 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées n° 2020-321 du 4 août 2020 ;

CONSIDERANT que la demande de la SONITHERM ne constitue pas une modification substantielle des installations ou de leur mode d'utilisation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que cette demande n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions déjà opposables au site et précisées dans les arrêtés préfectoraux qui réglementent l'exploitation de l'usine, notamment l'arrêté susvisé du 4 juillet 2011, permettent de garantir les intérêts environnementaux au sens de l'article L.511-1 et relevant de la demande de la SONITHERM ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes :

## **ARRETE**

### Article 1

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, est autorisée temporairement à recevoir et traiter des déchets ménagers assimilés, y compris des ordures ménagères et autres résidus urbains, en provenance de la principauté de Monaco dans son usine d'incinération implantée à la même adresse que son siège social, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

### Article 2 :

Cette autorisation est valable jusqu'au 16 août 2020, pour un tonnage de 1 000 tonnes maximum.

### Article 3 :

Cette autorisation temporaire est accordée sans préjudice des dispositions réglementaires en termes de transferts transfrontaliers de déchets et du règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006.

### Article 4 :

Dans un délai de 15 jours après l'échéance de cette autorisation, l'exploitant transmet au préfet :

- les justificatifs des tonnages traités en provenance de la principauté de Monaco ;
- les documents attestant du caractère régulier des transferts transfrontaliers au droit du règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006.

### Article 5 - délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 6 du présent arrêté ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 6 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours contentieux pourra être formé :

- soit par voie postale : Tribunal administratif 18, avenue des Fleurs – 06000 Nice,
- soit par voie dématérialisée via l'application Télérecours Citoyens.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

### Article 6 - publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - exécution

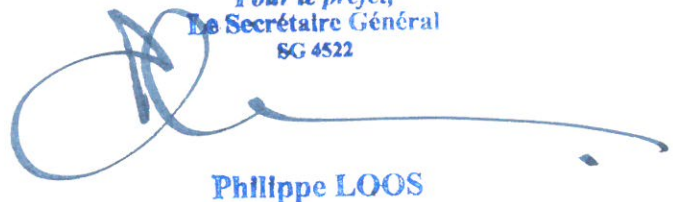
Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- à la SONITHERM,
- au maire de Nice,
- à la chef de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,
- au directeur départemental de la sécurité publique.

Fait à Nice, le

**07 AOUT 2020**

*Pour le préfet,*  
**Le Secrétaire Général**  
**SG 4522**



**Philippe LOOS**